

GFI: crise et nouvel univers réglementaire

🕒 15 mai 2020 - 07:00

👤 Cosima F. Barone, GSCGI

2 minutes de lecture

Dans un monde en mutation profonde, les gérants de fortune indépendants seront plus indispensables que jamais pour leurs clients.



La planète entière vit une période fort troublante, sans précédent, à tous points de vue, économique, financier et social. Notre santé personnelle et celle de nos proches, nos systèmes de santé, nos emplois et notre dignité subissent un assaut inédit. Le virus a imposé à nos dirigeants et à nous-mêmes un choix impensable jusqu'à ce jour: celui de décider entre notre santé et notre survie économique. L'incertitude s'est installée en certitude. Avec l'évidence que nous allons devoir changer bien des aspects de nos vies, tant personnels que professionnels. Même le déconfinement qui débute lentement ces jours-ci amène son lot de hasards, confirmant ainsi cette 'certitude de l'incertitude' que les professionnels de la finance connaissent bien et craignent.

Dans ce contexte de crise économique et financière grave, rappelons ici combien le secteur de la gestion de fortune indépendante peut être indispensable à la place financière suisse, grâce au conseil expert et professionnel que chaque gestionnaire apporte à ses clients/investisseurs. Les gestionnaires de fortune indépendants (GF), les conseillers et les intermédiaires financiers, ont tous un rôle de premier plan à jouer durant cette crise, car ils sont aux côtés de leurs clients et les aident à évaluer et possiblement atténuer l'impact de certaines catastrophes financières

personnelles qui pourraient autrement se produire.

*L'heure est à la surveillance dite «prudentielle»
se concrétisant par la mise en application des lois LSFIn-LEFin.*

Dans ce contexte, les gérants indépendants doivent aussi faire face à une vague massive de régulation (LSFin-LEFin), dont ils sont conscients qu'elle contribuera à consolider la confiance et la fidélité de leurs clients.

Après les phases (1) sans régulation, mais guidée par la Charte du GSCGI (Groupement professionnel), (2) de surveillance LBA dès 2000, et (3) de surveillance règles-cadres en 2009 (Investisseur Qualifié), l'heure est à la surveillance dite «prudentielle» se concrétisant par la mise en application des lois LSFIn-LEFin, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Le nouveau système de régulation et surveillance prudentielle a quelques caractéristiques notables:

1. C'est un système étatique, l'autorisation étant délivrée par la Finma, qui a également le pouvoir de sanction;
2. La surveillance prudentielle (approche fondée sur le risque) est exercée par un Organe de Surveillance (OS), soumis au contrôle de la Finma;
3. La loi exige l'affiliation à un Organe de Médiation indépendant, dont l'autorisation est délivrée par le Département fédéral des finances (DFF);
4. Elle exige aussi une assurance de responsabilité civile (RC) professionnelle.

Il est à noter que les conseillers en placement devront désormais être inscrits à un Registre des Conseillers; ils ne seront pas surveillés mais devront être affiliés au préalable à un Organe de Médiation et avoir souscrit une assurance RC professionnelle.

Où en sommes-nous? Le GFI en activité fin 2019, doit impérativement faire une annonce d'intention de demande d'autorisation le 30 juin 2020 au plus tard. La Finma a mis à disposition la plateforme EHP qui permet non seulement de faire cette annonce simplement, mais également de préparer les documents nécessaires pour présenter la demande à l'OS d'abord et à la Finma par la suite, évitant ainsi de devoir constituer deux dossiers séparés. Par cette annonce et subséquente confirmation de la Finma, les GFI seront en mesure de continuer leur activité et, par le même temps, de préparer tranquillement leurs demandes (OS et Finma), dont l'échéance ultime est le 31.12.2022.

*Au GSCGI, nous sommes confiants que les dossiers
auront les meilleures chances de recevoir l'autorisation des autorités.*

Qu'en est-il de l'Organe de Surveillance, du Registre des Conseillers et de l'Organe de Médiation? Pour les deux premiers, l'autorisation sera délivrée par la Finma alors que l'Organe de Médiation devra obtenir son autorisation du Département fédéral des finances (DFF). Normalement, ces autorisations sont attendues pour le 30 juin, sauf erreur. Inutile d'escompter une prolongation des échéances en raison des contraintes «covidienues». Ces dates étant inscrites dans la loi, il n'est pas envisageable qu'elles soient modifiées. On peut alors légitimement se demander si les procédures auprès du DFF et de la Finma avancent normalement.

Au GSCGI, nous sommes confiants que les dossiers, préparés professionnellement et respectant les points essentiels édictés dans les lois, auront les meilleures chances de recevoir l'autorisation des autorités. Cela vaut tant pour l'Organe de Médiation (notre soutien va à FINSOM) que pour l'Organe de Surveillance (notre soutien va à l'OSIF de l'ARIF) et le Registre des Conseillers.

En outre, nous sommes persuadés que les autorités bernoises ne feront pas l'erreur de délivrer des autorisations à des constructions stratégiques improvisées, qui de surplus ne respecteraient pas de façon absolue la nécessité d'indépendance et d'absence de conflits d'intérêt, ces principes

étant inscrits dans la loi.

Ces GFI qui tirent leur révérence

🕒 21 jan 2020 - 07:00

👤 Salima Barragan

1 minutes de lecture

«La nouvelle réglementation LSEFin et LEFin va accentuer les mouvements de consolidation», estime Nicole Curti chez Stanhope Capital.



Entre contraintes des nouvelles réglementations, vieillissement et pénurie de successeurs, le paysage des gérants de fortune indépendants va inéluctablement se transformer dans les années à venir. Le point avec Nicole Curti, Chief Operating Officer chez Stanhope Capital Suisse.

Pourquoi parle-t-on de «papy boom» chez les GFI?

Le parcours type du GFI est celui d'un ancien gérant de banque qui s'est mis en compte propre pour des raisons économiques ou en raison de valeurs divergentes. Ce mouvement a eu lieu principalement dans les années 90 et, aujourd'hui, les gérants indépendants qui sont généralement âgés de plus de soixante ans, réfléchissent à leur succession.

Au regard des nouvelles réglementations, ces papy-boomers vont-ils accélérer la planification de leur succession?

Oui, car ces réglementations en vigueur depuis le 1^{er} janvier requièrent une organisation plus contraignante. Elles accentueront les mouvements de marché dans ces prochaines années.

«Ces règles imposent une charge supplémentaire à supporter.»

Comment le marché suisse des GFI est-il composé?

Il y a environ 2'500 gérants indépendants, dont 90% sont de toutes petites structures comptant d'une à cinq personnes.

Les structures les plus modestes vont-elles être économiquement affectées par la réglementation?

Oui. Bien qu'il s'agisse d'une opportunité pour assurer davantage de sécurité au client et garantir une meilleure structure autour du gérant, ces règles imposent une charge supplémentaire à supporter. Un coût spécialement important pour les petites entités qui devront par exemple disposer d'un conseil d'administration indépendant et d'une compliance... Mais de plus grandes structures pourront aussi les accueillir.

Quelle est la masse critique d'avoirs sous gestion à réunir pour passer le cap sereinement?

Cela dépend bien sûr de la structure de coûts et de revenus, mais des encours de l'ordre du milliard me semblent un seuil réaliste.

Certains gérants indépendants céderont-il leur affaire après la période de transition de 3 ans?

Oui. Peut-être même avant car il leur sera difficile d'organiser le suivi de leurs activités. Car derrière des gérants vieillissants, il y a aussi des clients vieillissants ...

*«Il faudrait du sang neuf pour communiquer avec les jeunes générations...
mais les successeurs ne se bousculent pas au portillon.»*

D'ailleurs, comment les GFI aborderont-ils les millénials qui hériteront de la fortune de leurs parents?

C'est effectivement une problématique. Il faudrait du sang neuf pour communiquer avec les jeunes générations... mais les successeurs ne se bousculent pas au portillon. Comment attirer des jeunes talents dans une petite structure organisée autour d'un fondateur? Sans oublier que la profession compte peu de femmes pour servir une clientèle féminine en forte croissance.

Une consolidation du secteur serait-t-elle salutaire?

Certes, mieux vaut s'allier intelligemment que réinventer la roue. Reste qu'il n'y pas que le gérant qui doit s'intégrer dans une nouvelle structure. Il faut également emporter l'adhésion du client.

Les banques pourront-elles aussi reprendre une partie de la clientèle?

Les grandes banques sont très intéressées à reprendre cette clientèle et se positionnent à cet effet. Mais pour un ancien gérant de banque, il sera difficile d'argumenter auprès de ses clients en faveur du retour dans un établissement bancaire. Les grands gérants indépendants seront logiquement les meilleures destinataires car ils peuvent en outre faire bénéficier de leurs compétences en recherche, Compliance, IT et ont déjà des relations établies avec de nombreuses banques dépositaires.

Cosima F. Barone

Analyste financier et Gestionnaire de fortune



Cosima F. Barone, analyste financier, gestionnaire de fortune et Board Member & Director du Groupement Suisse des Conseils en Gestion Indépendants (GSCGI) basé à Genève, a commencé sa carrière au début des années 1970. Elle a occupé divers postes auprès d'importantes compagnies internationales. Elle a rejoint le Comité Exécutif de la CIFA en novembre 2014. Elle est également Rédacteur en Chef du magazine mensuel *The IFA's WealthGram* du GSCGI, ainsi que du magazine biannuel *TRUSTING* de la CIFA.



Le Groupement Suisse des Conseils en Gestion Indépendants est fondé en 1993 par une poignée de professionnels attachant une valeur inaliénable aux notions d'indépendance et de respect des devoirs du conseil en gestion indépendant à l'égard de son client. Le Conseil du GSCGI a lancé la création d'un réseau professionnel international, basé à Genève, à même de défendre le renom et la réputation de la place financière. Depuis la constitution de cet organisme en 2002, le GSCGI soutient la Convention of Independent Financial Advisors – CIFA.